

Menaces sur l'emploi et les activités :

Tous attaqués, nous devons tous riposter !

Les « fuites » organisées dans la presse n'ont cessé depuis plusieurs semaines. Le plan d'économies massives chez Renault (2 milliards d'euros par an) qui se prépare depuis le début de l'année 2020, c'est-à-dire avant l'épidémie de Covid-19, s'annonce drastique.

Pour les salariés de plusieurs sites industriels, les menaces de suppressions d'emplois sont déjà très concrètes. Plusieurs sites sont menacés de fermeture en France. Mais les salariés de l'ingénierie n'ont pas à se sentir à l'abri : bien au contraire, les attaques pointent déjà au travers des échanges avec le nouveau directeur de l'ingénierie, des annonces de répartition d'activités dans l'Alliance comme du plan de « soutien » au secteur automobile annoncé par le Président Macron.

Que ce soit en solidarité avec les salariés des usines comme pour défendre nos propres emplois, il est urgent d'échanger entre nous et de nous organiser pour préparer une riposte à la hauteur de cette attaque générale. Commençons à le faire en nous réunissant « virtuellement » dès ce vendredi 10h30 pour réagir « à chaud » collectivement aux annonces prévues par la Direction Générale de Renault à 9h :

RDV vendredi 29/05 à 10h30 en audio sur Teams : cliquez sur le lien [Rejoindre la réunion Microsoft Teams](#)

Pour les salariés sur site, n'hésitez pas à nous rejoindre devant le local syndical (en respectant les mesures « barrière ») – près de l'entrée principale du site

Des rassemblements sont prévus à l'initiative de la CGT à la même date dans la plupart des sites Renault

Des usines fermées et des milliards pour les patrons de l'auto ?

Pour les sites industriels, c'est une véritable saignée qui est promise si nous laissons faire les grands dirigeants de Renault. Fermeture de sites (Fonderie de Bretagne, Choisy, Dieppe), restructuration complète qui pourrait déboucher sur une fermeture (Flins), fusion des activités d'usines (Douai et Maubeuge) : tout cela se traduirait par des milliers de suppressions d'emplois, voire des dizaines de milliers de suppressions si l'on prend en compte le tissu de sous-traitance de chaque site. Face à ces attaques, notre solidarité envers les salariés des sites industriels est totale. Ils ont déjà payé un lourd tribut à cause du chantage à l'emploi et à la compétitivité : ce chantage n'aura de fin que lorsque nous dirons « stop » à la mise en concurrence des salariés entre eux dans le monde. Cette concurrence est néfaste pour tous les travailleurs, son objectif n'est que de maximiser les profits qui remplissent les poches des grands actionnaires.

Mais des réactions sont déjà en cours : à la Fonderie de Bretagne, l'usine est bloquée depuis le début de la semaine. Les salariés ont déjà l'expérience de luttes victorieuses, qui avaient conduit à la réintégration de la fonderie au groupe Renault en 2009. A Choisy-le-Roi et Maubeuge, des rassemblements ont eu lieu devant les sites avec le soutien de responsables politiques locaux. A Flins, les discussions se produisent dans les ateliers et la riposte s'organise.

Dans tous les cas, les salariés doivent compter sur leurs propres forces. La réaction du gouvernement en est la preuve : le ministre de l'économie Bruno Le Maire puis le Président Macron ont dit qu'ils n'exigeraient aucune contrepartie en termes d'emplois aux aides qu'ils octroient aux patrons de l'automobile.



Les salariés de Renault ou ceux de l'automobile ne seront pas les seuls dont l'emploi sera menacé : la crise, qu'elle soit liée au Covid ou pas, risque de multiplier les plans de licenciements mais également le nombre de salariés qui entreront en lutte pour s'y opposer. Les événements récents liés à la crise sanitaire ont montré que c'étaient les « premiers de corvée » qui faisaient tourner l'économie. En réagissant tous ensemble, nous pouvons faire la preuve de notre force.

Ingénierie ou usines, seule notre mobilisation nous mettra à l'abri des attaques

Dans l'ingénierie, la direction n'a pas encore donné de chiffres concernant les effectifs mais tous les indicateurs sont au rouge pour nos emplois :

- La R&D devrait être la principale contributrice au plan d'économies de 2 milliards d'euros : lors de ses interventions, le nouveau directeur de l'ingénierie M. Le Borgne a lourdement insisté sur le « surcoût » des sous-traitants en France. Pour lui, il y a « nécessité » de localiser des activités de R&D dans les pays à « bas coûts ». Il faut aussi réduire le nombre de managers.

- Des fuites dans la presse parlent d'un plan de départs de 5000 emplois en France chez Renault.

- De nombreux projets ont été mis en pause voire ont été supprimés depuis plusieurs mois.
- Les projets les plus porteurs de charge de travail pour le site de Lardy sont menacés : ainsi les dérivés du futur moteur Essence HR12 seraient sur la sellette.
- Concernant le développement des moteurs électriques, la répartition des activités entre Renault, Nissan et Mitsubishi ne laisserait que celui des plateformes non dédiées à l'électrique pour Renault.
- Pas un mot n'a été dit lors de la conférence de presse de l'Alliance Renault-Nissan sur l'hybride Locobox E-Tech : quelle est la raison de cette omission ?

Nous ne connaissons pas encore les conséquences concrètes sur nos emplois et nos conditions de travail mais une chose est sûre pour nous : la pire des solutions serait de croire que nous allons passer entre les gouttes. Les choix de la direction générale se font toujours dans l'objectif d'augmenter la rentabilité à court terme de l'entreprise. Nous en payons chaque jour les conséquences dans notre travail. Les premiers touchés par le plan d'économies risquent d'être les salariés sous-traitants, avec des fins de missions et des licenciements ou ruptures conventionnelles au rabais. Il faut réagir maintenant contre ces mesures, tant que les sous-traitants sont sur site et non pas isolés en inter-contrat. Mais les salariés Renault ne peuvent se sentir à l'abri : même si les départs se limitaient à des départs « volontaires » ou des départs à la retraite non remplacés, ils paieraient de leurs conditions de travail futures les conséquences des choix d'aujourd'hui.

D'après la presse, la généralisation du télétravail devrait se poursuivre dans l'optique d'une réduction des coûts immobiliers chez Renault. Qu'est-ce que cela voudrait dire pour un site comme Lardy ?

Electrique, électrique, électrique,... Et quel avenir pour Lardy ?

Qu'il s'agisse des annonces Alliance ou du plan de soutien à l'industrie automobile d'E. Macron, les dirigeants n'ont qu'un mot à la bouche pour les activités d'Europe Occidentale : électrique !

Pour un site comme Lardy, cette litanie a assez duré : il nous faut maintenant des réponses de la direction concernant les activités futures du centre technique. Nous ne voyons toujours pas la charge de travail « Electrique » augmenter et celle liée aux moteurs Diesel sera en chute libre après le passage des normes EU6d-full. Cela fait des mois que les salariés demandent des réponses, les syndicats les plus proches de la direction ont axé leur dernière campagne électorale sur la chance que représenterait l'électrique pour Lardy : ce cinéma a assez duré, il nous faut réagir avant que notre avenir s'obscurcisse complètement !

Nous exigeons un plan d'urgence d'investissements humains et matériels pour le site de Lardy : la transition écologique ne peut être qu'un slogan. Le Président Macron a annoncé 8 milliards de soutien aux patrons de l'automobile, l'Etat se porte garant pour un prêt de 5 milliards d'euros pour Renault : le budget d'investissements de Lardy (15 millions d'euros annuels) doit doubler pour que l'avenir du site soit assuré. Or M. Le Borgne, a annoncé que 15 millions pour Lardy... c'est déjà beaucoup !

La direction générale travaille sur son plan d'économies depuis plusieurs mois, avant la crise économique liée au Covid-19. Elle ne cache pas que son objectif est d'augmenter la rentabilité de l'entreprise pour atteindre 6% de marge opérationnelle dans les années à venir. Et ce sera toujours plus de rentabilité que les grands actionnaires exigeront tant que nous les laisserons faire. L'an dernier, 1.1 milliard d'euros leur a été distribué sous forme de dividendes.

Ce n'est pas la « survie » de Renault que ce plan veut assurer mais la survie d'un système économique à bout de souffle qui nous conduit de crise en crise. Sur le site de Lardy, les premiers menacés risquent d'être les salariés sous-traitants. C'est justement une partie d'entre eux qui a été contrainte de venir travailler sur le site au début du confinement en prenant tous les risques, sans masque, sans gel hydroalcoolique, à plusieurs dizaines dans les mêmes ailes de bancs. Quel cynisme de la part de la direction !

Mais le signal d'alarme doit alerter également les salariés Renault. Personne n'est à l'abri des conséquences de ce nouveau plan d'économies : conditions de travail, avenir du site, etc. Nous ne changerons la donne que si nous échangeons et nous organisons pour une riposte à la hauteur des attaques.

L'avenir de nos emplois mérite notre mobilisation, pas de place pour l'apathie et le découragement !

Rejoignez-nous vendredi 29/05 à 10h30 en audio sur Teams : cliquez sur le lien [Rejoindre la réunion Microsoft Teams](#) Pour les salariés sur site, n'hésitez pas à nous rejoindre devant le local syndical

*N'hésitez pas à faire circuler ce tract à vos collègues que cela pourrait intéresser. Ils peuvent s'inscrire à la liste de diffusion en envoyant un mail à cgt.lardy@renault.com. Vous pouvez également nous retrouver sur Facebook : **CGT.RENAULT.LARDY91***

Situation sanitaire sur le site de Lardy : moins de salariés sur le site qu'annoncé mais nous restons vigilants.

Les premiers chiffres communiqués par la direction laissaient penser que 800 à 1000 salariés pourraient être présents sur le site de Lardy à partir du 11 mai. Finalement, comme une bonne partie ne vient qu'1 à 2 jours par semaine, il n'y aurait que 600 à 700 personnes présentes en même temps (et une faible fréquentation de la cantine). Si cela réduit les risques de contamination, nous restons attentifs aux mesures sanitaires que la direction met en place. N'hésitez pas à nous remonter le manque éventuel de matériel de protection.

Finalement, le sentiment de bon nombre de salariés qui étaient présents depuis le début du confinement, c'est que ces mesures arrivent bien tard ! Plusieurs semaines sans masque, sans gel hydroalcoolique, sans restriction de présence dans les ailes de bancs, c'était proprement scandaleux. Les activités du site auraient dû être suspendues pendant le pic épidémique, on ne joue pas avec la santé des salariés !